

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOI

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 79

Présents : 54

Excusés : 19

Absents : 6

REUNION DU 3 AVRIL 2023

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-TROIS, le LUNDI TROIS AVRIL à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le VINGT-HUIT MARS DEUX MILLE VINGT-TROIS, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

**ETAIENT
PRESENTS**

Mme ADLANI Farida, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROSSO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme de CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. FERREIRA Lino, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme LAGARDE Aude, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, M. MARAN Max, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, Mme PINHEIRO Amélie, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, Mme VERTE Monique, Mme YOUSSEF Mélissa, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

M. ASENSI François, M. ATTIORI Olivier, Mme BENAMMOUR Mériem, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. EL KOURADI Fouad, Mme FAOUZI Hanane, M. GEFFROY Philippe, M. HAN Bo, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, M. LASTAPIS Michel, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme PERRON Christine, M. SAULIERE Gilles, M. SIBY Oussouf,

**AYANT
DONNE
POUVOIR A**

Mme de CARVALHO Virginie, M. MORIN Sébastien, M. BAILLON Jean-François, M. CARRE Julien, Mme LEFEVRE Bénédicte, M. MILLARD Jean-Luc, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme MAROUN Séverine, M. MANGIN Anthony, M. BESCHIZZA Bruno, M. RANQUET Jean-Philippe, M. VAZ Micaël, M. GUYON Olivier, M. MARAN Max, Mme MENDES Odette, Mme MEYER Karine, Mme VERTE Monique, M. DACHIVILLE Romain, M. BELOUCHAT Rachid,

ABSENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, M. DESRUMAUX Denis, Mme KHATIM Karima, Mme LAGNEAU Muriel, M. MEIGNEN Thierry, Mme YERRO Georges-Marie.

**SECRETAIRE
DE SEANCE**

Mme Marie-Claude COLLET

**DELIBERATION N°40 - URBANISME - MODIFICATION N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DU
BLANC-MESNIL - OBJECTIFS POURSUIVIS ET DEFINITION DES MODALITES DE CONCERTATION**

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de monsieur Jean-Philippe RANQUET,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5219-5 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.103-2 et suivants, L.104-1 et suivants, L.153-36 à L.153-44, et R.104-33 ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1er janvier 2016, des établissements publics de coopération intercommunale dénommés Etablissements Publics Territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de PLU ;

Vu la loi d'Accélération et de simplification de l'action publique (dite loi « ASAP ») du 7 décembre 2020, qui modifie notamment l'article L.103-2 et impose que toute procédure de modification du PLU soumise à évaluation environnementale doit faire l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées ;

Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

Vu le plan local d'urbanisme du Blanc-Mesnil approuvé par délibération n°32 du conseil de territoire de Paris Terres d'Envol du 21 mars 2016 ;

Vu la modification n°1 approuvé par délibération n°70 du conseil de territoire de Paris Terres d'Envol du 9 juillet 2018 ;

Vu les mises à jour n°1 par arrêté n°2016/110 du 8 septembre 2016, n°2 par arrêté n°2017/265 du 10 octobre 2017, n°3 par arrêté n°2019/011 du 28 mars 2019, n°4 par arrêté n°2019/039 du 14 octobre 2019, n°5 par arrêté n°2020/049 du 18 décembre 2020, n°6 par arrêté n°2021/005 du 9 avril 2021 et n°7 par arrêté n°2022/003 du 04-04-2023;

Vu l'arrêté n°2023-007 du Président de Paris Terres d'Envol portant engagement de concertation n°2 du plan local d'urbanisme de la commune du Blanc-Mesnil.

Accusé de réception en préfecture
093-200088097-20230403-40-04-2023-DE
Date de télétransmission : 07/04/2023
Date de réception en préfecture : 07/04/2023

Considérant que le projet de modification n°2 du PLU de Blanc-Mesnil a notamment pour objectifs :

- D'adapter le PLU aux projets d'aménagement, notamment sur le centre-ville, la Molette, les Tilleuls et la Morée ;
- De modifier le zonage afin d'adapter le PLU à des projets immobiliers soutenus par la commune, de reclasser certains secteurs de la zone UA vers la zone UG et inversement, et de supprimer les dispositions de la zone UG+ ;
- De modifier le règlement afin d'adapter le PLU à des projets immobiliers soutenus par la commune, de faire évoluer la règle du signal architectural, d'assurer une traduction réglementaire de la charte promoteur, du cahier des prescriptions architecturales et de la charte devantures, et d'apporter d'autres ajustements ou corrections réglementaires ;
- De créer, de faire évoluer ou de supprimer certains emplacements réservés ;
- De mettre en compatibilité des pièces du PLU avec les documents de planification supérieurs ;
- De mettre à jour des annexes du PLU.

Considérant que les modifications projetées sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, que la dispense d'évaluation environnementale par la MRAe après un examen au cas par cas ne peut être assurée et qu'il est souhaitable d'anticiper au mieux le déroulement de la procédure de modification ;

Considérant que, conformément à l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la personne publique responsable peut décider de réaliser une évaluation environnementale lorsqu'elle estime que l'évolution du plan local d'urbanisme est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement ;

Considérant que, conformément notamment à l'article L.103-2 du code de l'urbanisme, il doit être menée une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées ;

Considérant qu'il appartient au conseil de territoire de Paris Terres d'Envol de préciser les objectifs poursuivis et les modalités de concertation ;

Considérant qu'au terme de la concertation, conformément à l'article L.103-6, celle-ci fera l'objet d'un bilan qui sera arrêté par le conseil de territoire et joint à l'enquête publique.

Après avoir délibéré,

- **Approuve** les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation de la modification n°2 du PLU du Blanc-Mesnil définis ci-dessous.
 - Les objectifs poursuivis visent à :
 - Présenter le projet de modification du PLU et sensibiliser aux évolutions proposées les habitants, les associations locales et toutes autres personnes concernées pendant toute la durée de son élaboration ;
 - Permettre au public de s'exprimer et ainsi d'enrichir le projet ;
 - Les modalités de la concertation sont, à minima, les suivantes :
 - Les éléments élaborés au fur et à mesure des avancées du dossier seront mis à disposition pendant toute la durée de la procédure :
 - A l'hôtel de ville du Blanc-Mesnil, 1 place Gabriel Péri, 93150 Le Blanc-Mesnil, aux jours et heures habituels d'ouverture ;
 - Au siège administratif de l'EPT Paris Terres d'Envol, 50 allée des impressionnistes - 93420 Villepinte, aux jours et heures habituels d'ouverture.
 - Sur le site internet de la ville du Blanc-Mesnil : www.blancmesnil.fr
 - Sur le site internet de l'EPT Paris Terres d'Envol : www.paristerresdenvol.fr
 - Un registre permettant à chacun de déposer ses observations et propositions sera mis à disposition :
 - A l'hôtel de ville du Blanc-Mesnil, 1 place Gabriel Péri, 93150 Le Blanc-Mesnil, aux jours et heures habituels d'ouverture ;
 - Au siège administratif de l'EPT Paris Terres d'Envol, 50 allée des Impressionnistes - 93420 Villepinte, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Chacun pourra également faire part de ses observations et propositions via une adresse électronique dédiée à la concertation, qui sera communiquée sur les sites internet de la commune du Blanc-Mesnil et de l'EPT Paris Terres d'Envol cités ci-dessus.

 - Un message d'information, rappelant au public l'organisation de cette concertation et les modalités de participation, sera affiché en mairie du Blanc-Mesnil.
 - Les modalités de concertation définies ci-dessus feront l'objet d'une publication légale dans deux journaux diffusés dans le département.- **Précise** que la présente délibération sera affichée en mairie du Blanc-Mesnil et au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans deux journaux diffusés dans le département.
- **Précise** que la concertation fera l'objet d'un bilan qui sera arrêté par le conseil de territoire de Paris Terres d'Envol. Le bilan de la concertation sera joint au dossier soumis à enquête publique, organisée préalablement à l'approbation du dossier de modification n°2 du PLU.
- **Précise** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente et/ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Adopté à la majorité

(70 voix pour, 1 voix contre : Didier MIGNOT,

2 abstentions : Rachid BELOUCHAT, Pierre LAPORTE)



Le Président
Bruno BELLANGER

Accusé de réception en préfecture
C03-200068097-20230403-40-03-04-2023-DE
Date de transmission : 07/04/2023
Date de réception préfecture : 07/04/2023